



Photos : Chambres d'agriculture / CHAIGNEAU F.



# L'élevage de bovins viande

---

## 2017 : une production impactée par la mauvaise année 2016

La campagne 2017 restera marquée par des stocks fourragers de mauvaise qualité sur le bassin allaitant suite à une année climatique 2016 compliquée. Cela entraîne des problèmes de reproduction dans de nombreux élevages de la région (décalage de vêlages, vaches vides).

Des déficits alimentaires, couplés dans certaines zones à des problèmes sanitaires mal maîtrisés (FCO du type 8 notamment), entraînent une baisse des naissances sur le second semestre 2017 par rapport à l'année précédente (- 15 % / 2016).

Sur le plan de la valorisation commerciale des animaux, l'année est exceptionnellement contrastée en fonction des catégories. D'une part, l'augmentation de la demande dans les pays du Sud soutient la hausse des prix du maigre et des jeunes bovins. Mais d'autre part, la décapitalisation du cheptel de souche (déficit en fourrages, besoin de trésorerie) sature le marché des femelles.

Le revenu en production allaitante est stable par rapport à 2016 mais reste à un niveau très faible depuis plusieurs années. Ces prochaines années, la filière dans son ensemble devra répondre au défi du renouvellement des générations ainsi que d'une recherche d'une meilleure compétitivité économique.



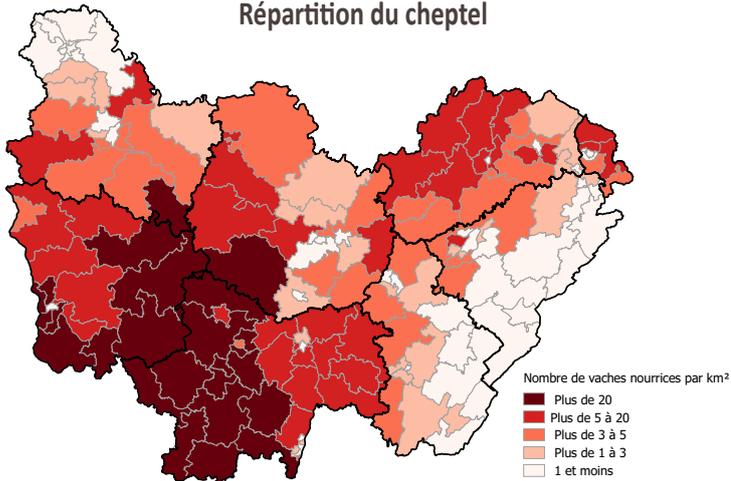
# .....L'élevage de bovins viande.....

## Les chiffres de la filière



Sources : Agreste Bourgogne-Franche-Comté – Statistique Agricole Annuelle et DRAAF, Cerfrance

## Répartition du cheptel



Source : Srise/Draaf Bourgogne-Franche-Comté



Wikimedia

### Le marché des femelles perturbé par une demande française en baisse et l'afflux de réformes

En 2017, la décapitalisation des cheptels allaitants (- 96 000 têtes) et laitiers (- 40 000 têtes) sature le marché des femelles. Parallèlement, la consommation de bœuf diminue toujours. Elle s'oriente vers des pièces de taille modérée, des carcasses bien finies et des garanties sur les conditions d'élevage (pâturage, non OGM, bien-être animal). L'engorgement du marché provoque une baisse importante des cours de la vache R sur le second semestre, au plus bas depuis 2011. Il devrait se poursuivre au premier semestre 2018.

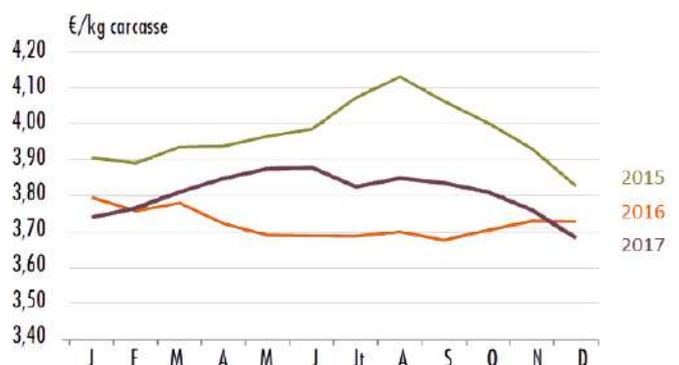
### Des prix du jeune bovin à la hausse grâce à la demande européenne

A l'inverse, le marché des jeunes bovins se redresse. La baisse des naissances en France provoque une diminution de l'offre et l'augmentation de la demande transalpine entraîne celle du « cours directeur » du JB italien. En décembre, les prix du Jeune Bovin U et R ont atteint des niveaux rarement égalés (4,19 € / kg et 4,02 € / kg).

### Le cours des broutards soutenu par l'export

En 2017, les exportations culminent à un million de têtes exportées, grâce à la demande soutenue de l'Italie et de l'Espagne en animaux maigres. Elle s'oriente vers les animaux légers (femelles plus petites et moins coûteuses). Par conséquent, les cours du maigre, en particulier ceux du charolais, sont bien orientés en 2017 (+ 7 % / 2016).

### Cotation des vaches R : en moyenne, en 2017, les cours n'ont gagné que 9 centimes par rapport au très bas niveau de 2016



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

# .....L'élevage de bovins viande.....

En terme de perspectives, et après 2 ans de hausse, les exportations devraient diminuer globalement en 2018 du fait du manque d'offres (baisse des vêlages). Il faudra également un peu de temps (au moins le premier semestre) avant de retrouver un écoulement plus fluide du marché de la viande française car le mouvement de décapitalisation devrait se poursuivre encore un peu. Les accords de libre-échange, tel que le MERCOSUR, pourraient remettre en cause les équilibres.

## Bilan des exportations françaises de bovins maigres

Têtes	2014	2015	2016	2017e	Évolution 2017/2016
Mâles et femelles de 160 à 300 kg vif	240 000	310 000	254 000	268 000	+6%
Mâles maigres de plus de 300 kg vif	557 000	553 000	607 000	564 000	-7%
Femelles maigres de plus de 300 kg vif	173 000	179 000	211 000	248 000	+18%
<b>TOTAL</b>	<b>970 000</b>	<b>1 042 000</b>	<b>1 072 000</b>	<b>1 080 000</b>	<b>+1%</b>

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises

## Nombre de broutards exportés en 2017 au départ de BFC : une augmentation de 2,5 % par rapport à 2016

Département	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Haute-Saône	Saône-et-Loire	Yonne	Terri- toire de Belfort	BFC
Mâles 6 à 12 mois	13 131	472	1 268	27 171	2 728	38 429	4 746	165	88 110
Mâles 12 à 18 mois	5 577	441	1 014	15 373	2 876	33 909	2 992	13	62 195
Femelles 6 à 12 mois	3 382	177	246	8 585	1 061	9 304	1 801	63	24 619
Femelles 12 à 18 mois	3 046	152	356	10 390	901	12 084	949	10	27 888
<b>TOTAL</b>	<b>25 136</b>	<b>1 242</b>	<b>2 884</b>	<b>61 519</b>	<b>7 566</b>	<b>93 726</b>	<b>10 488</b>	<b>251</b>	<b>202 812</b>

Source : Agreste BDNI

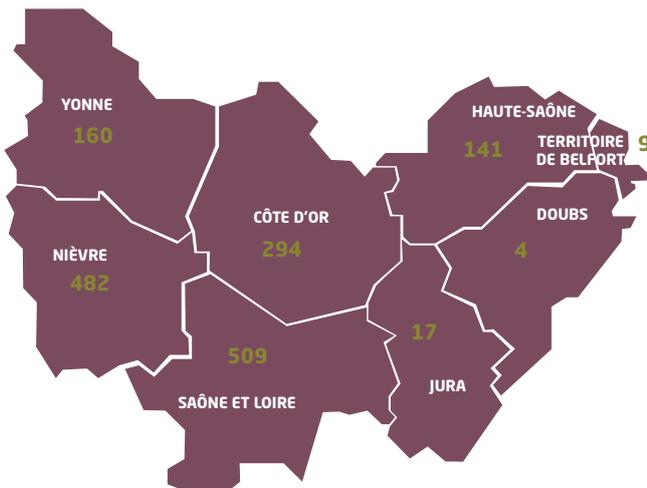


Deltagro



# .....L'élevage de bovins viande .....

**Répartition géographique :**  
60 % des exploitations de l'échantillon  
en Saône-et-Loire et dans la Nièvre



**Bovins viande**  
(échantillon Cerfrance)

1 616 exploitations

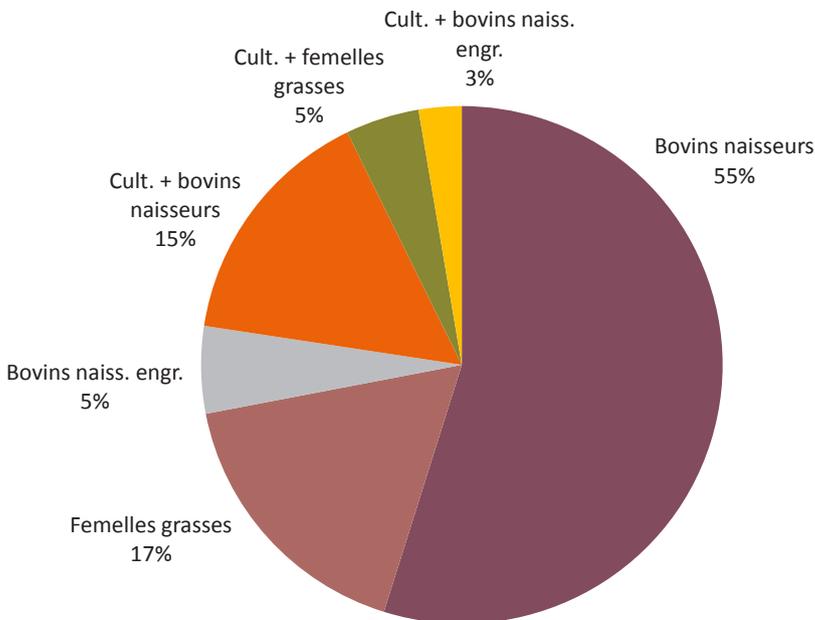
+ 2/3 des élevages ne produisent que du maigre

+ 3/4 des élevages spécialisés : 163 ha, 1,57 UTA, 92 vêlages

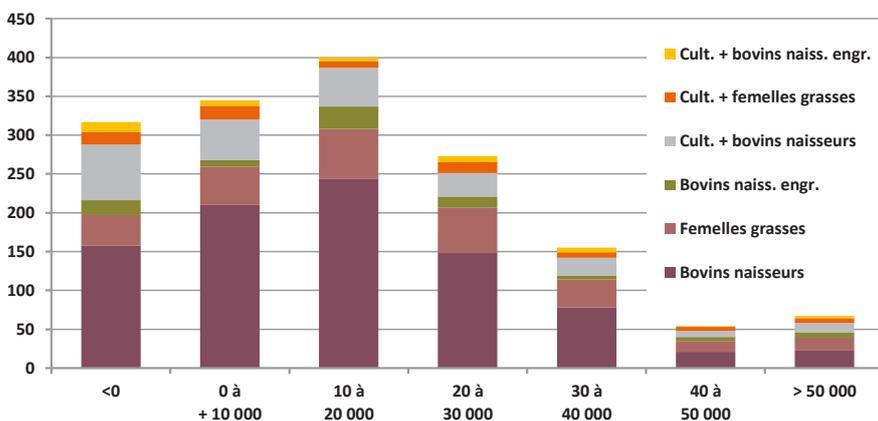
L'engraissement concerne surtout les femelles.

14 800 € résultat courant par UTAF 2017 chez les spécialisés, 12 500 € chez les polyculteurs

**Orientation des exploitations :**  
une majorité de naisseurs spécialisés



**Nombre d'exploitations**  
par classe de résultat courant par UTAF



Sources : Cerfrance

## Des revenus limités depuis 10 ans

Chez les éleveurs spécialisés, les résultats 2017 sont comparables à ceux de 2016. La petite remontée du prix des animaux, celle des rendements des cultures, le recul des coûts alimentaires et culturels, l'attribution de MAEC ne font que compenser la perte des aides conjoncturelles de 2016 et ne permettent pas de faire remonter des revenus médiocres.

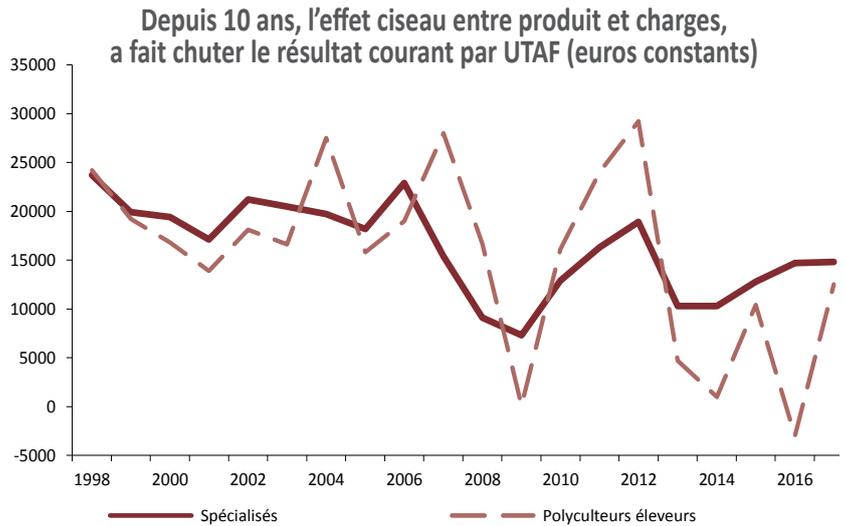
Depuis 20 ans, au-delà des fluctuations conjoncturelles, le produit reste relativement stable tandis que les charges ont augmenté jusqu'en 2013. De 2001 à 2013, elles sont montées, en euros constants, de 22 %. La hausse est beaucoup plus marquée pour les charges opérationnelles (+ 32 %) que pour celles de structure (+ 18 %). Depuis 2013, grâce notamment aux efforts des éleveurs, elles ont reculé respectivement de 13 % et 5 %. Depuis 10 ans, ce resserrement du ciseau produit-charges a fait chuter le résultat courant par UTAF moyen à 12 700 € quand il avoisinait 20 000 € au cours de la décennie précédente.

Les revenus des polyculteurs éleveurs sont aussi marqués par une conjoncture céréalière bien plus fluctuante. Après avoir chuté en 2016, ils remontent sans toutefois égaler ceux des éleveurs spécialisés. Bien que de plus grande taille, ces exploitations ont des résultats un peu moins bons que les élevages spécialisés : 11 200 € par UTAF en moyenne sur les 10 dernières années.

# .....L'élevage de bovins viande.....

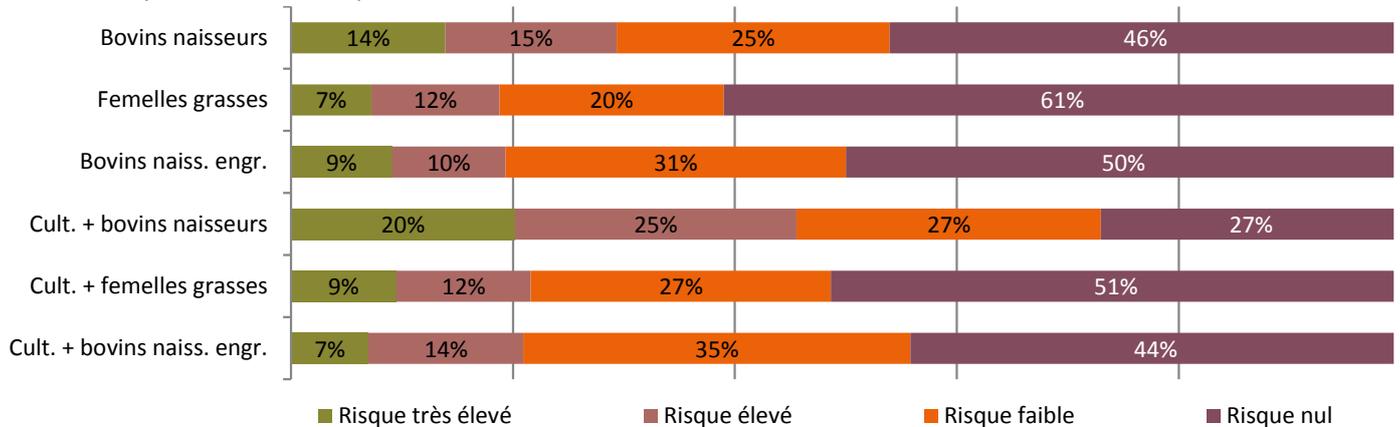
## Pas de rémunération des capitaux

Ces niveaux de résultats permettent de couvrir des besoins privés équivalents au SMIC, sans rémunérer les capitaux personnels (de l'ordre de 200 000 €), ni capitaliser ou assurer de développement. Cette situation, viable chez ceux qui détiennent leurs capitaux et acceptent de ne pas les rémunérer ni de trop se rétribuer, complique beaucoup les transmissions. Le cédant risque de sous-valoriser son patrimoine et le repreneur de ne pouvoir assurer le financement. La différence entre valeurs économique et patrimoniale manque aux cédants pour assurer un complément de retraite.

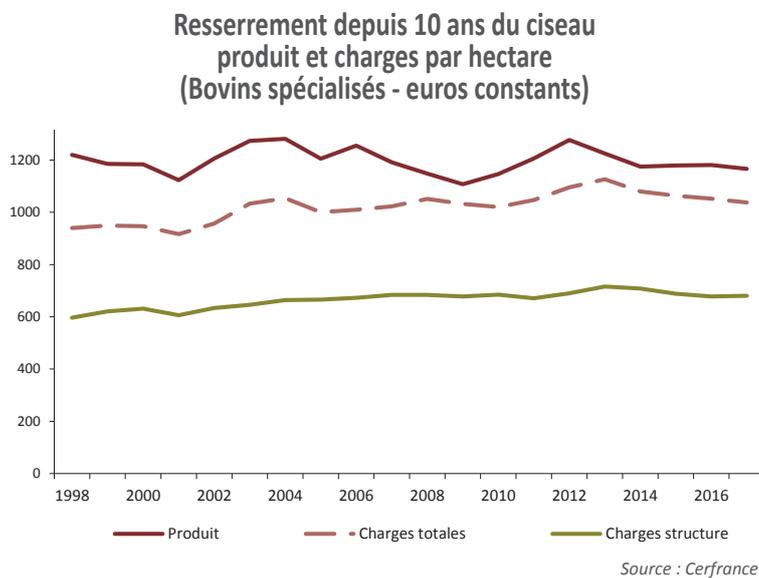
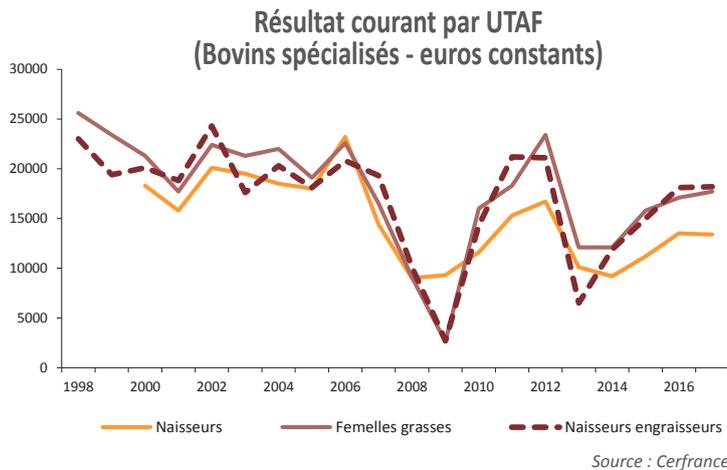


## Une forte hétérogénéité des résultats et des exploitations fragilisées

Les moyennes masquent des revenus très variables : en 2017, 20 % des exploitations étaient déficitaires quand 17 % dégageaient plus de 30 000 € de résultat courant par UTAF. L'hétérogénéité concerne autant la production d'animaux maigres que gras et elle est plus marquée chez les polyculteurs. Elle traduit le fait que le succès dépend plus de l'efficacité du système que du système choisi. Financièrement, les exploitations sont fragilisées depuis 10 ans. 20 à 40 % d'entre elles présentent un risque financier élevé ou très élevé.



## 3 pistes pour préparer l'avenir



Chambre d'agriculture de l'Yonne

**1. Développer l'engraissement des femelles** : Bien que l'engraissement permette souvent de dégager de meilleurs revenus que le maigre, il peine à se développer. La finition des femelles, la plus simple à mettre en œuvre (technique, progressivité, besoins en bâtiments), donne les meilleurs résultats économiques. L'engraissement offre des perspectives de développement alternatives ou complémentaires à l'agrandissement.

**2. Améliorer la maîtrise technique** : Depuis 15 ans, suite aux agrandissements des élevages ou au départ de la génération précédente, la productivité du travail s'est accrue au détriment des performances techniques. La maîtrise technique se mesure à la réussite de la reproduction, au croît des animaux, à la production fourragère, à l'optimisation de l'alimentation, au suivi sanitaire, à la conduite des cultures. Elle est essentielle à la performance économique. Elle dépend à la fois des compétences du chef d'exploitation, de son environnement, de l'organisation du travail, de la main d'œuvre présente et du niveau d'équipement.

**3. Mieux valoriser l'herbe** : Avec une main d'œuvre saturée, la productivité par actif plafonne. Donc, à défaut de prix plus élevé, l'éleveur doit optimiser ses charges pour rester économiquement performant. Pour réduire le poste alimentaire (33 % des charges opérationnelles), l'optimisation du pâturage et des fourrages de l'exploitation est une solution pertinente, à condition de contenir les charges de mécanisation.

Ainsi, l'achat de concentré, massif dans certains élevages (jusqu'à 1 100 kg / UGB /an), peut être remplacé par des fourrages de qualité. A la ferme expérimentale de Jalogny (71), les enrubannages récoltés au bon stade, dans de bonnes conditions, améliorent les résultats économiques (finition des réformes, repousse de brouillards...).

## Quelle réponse aux attentes du marché en bio ?

### ZOOM

Habituellement, les élevages AB se distinguent des conventionnels par des pratiques plus économes en intrants et des besoins de main d'œuvre et en matériel plus importants. Les volumes produits sont généralement plus faibles mais mieux valorisés.

En 2017, les producteurs de bovins viande certifiés AB de la région se répartissent en deux groupes principaux. Les premiers réduisent fortement les charges, évoluent vers un système très extensif et trouvent un équilibre économique grâce aux aides. Les seconds ont réalisé une « double conversion », vers l'engraissement d'abord, puis vers le bio.

Si les 60 éleveurs de l'échantillon ont tous un mode de production très économe, seule une part de leurs produits est valorisée sous le label AB. En effet, la plupart des animaux sont vendus maigres et, faute de filière d'engraissement AB, finis dans la filière conventionnelle. D'autre part, les animaux vendus gras sont régulièrement peu conformés. Paradoxalement, le prix de vente moyen de l'animal peut donc être plus faible dans les élevages AB. Ainsi, sur l'échantillon Inosys, le kilo de carcasse des charolaises certifiées est plus élevée de 0,50 à 0,60 € qu'en conventionnel, mais avec des animaux moins lourds de 30 à 40 kg en moyenne.

Actuellement, certaines exploitations allaitantes ne satisfont que partiellement les attentes du marché (maigre vendu en conventionnel, conformation) mais trouvent néanmoins un équilibre économique grâce aux aides et aux économies de charges.

La proportion de vaches AB ne représente que 1,81 % des effectifs allaitants de la région et n'augmente que de 1 % par rapport à 2015 (contre 2,65 % et + 6 % au niveau national). Une évolution de la filière bovine bio est nécessaire pour permettre un plus grand développement. Les éleveurs peuvent vendre les mâles sous le label AB en sortant des animaux finis : bœuf, veau rosé ou baron. Ce choix dépend de l'existence de débouchés ainsi que des ressources alimentaires, de la place et du temps disponibles sur l'exploitation.

Pour mieux valoriser les femelles, il est possible d'améliorer leur finition par l'emploi de rations équilibrées

valorisant les ressources de l'exploitation (fourrages de qualité, céréales et protéagineux), de revenir à des systèmes peu coûteux (vêlages de printemps) et de développer les circuits courts.

Les éleveurs bio de l'échantillon Cerfrance valorisent leurs animaux un peu moins bien en moyenne que l'ensemble des producteurs de bovins viande

	Spécial.*	Polyc. Élev.*	Ensemble bio
Pourcentage échantillon	77%	23%	4%
Surface Agricole Utile (ha)	163	217	154
Surf. fourragère % SAU	87%	49%	79%
Unités de main d'œuvre	1,57	1,74	1,57
Surface par UMO (ha / UMO)	104	125	98
Nombre vêlages / UMO	59	41	41
Chargement en UGB / ha	1,14	1,16	0,94
Prix de vente bovins (€)	1 172	1 170	1 021

\* conventionnel et bio

Source : Cerfrance

Femelles finies sur l'exploitation : une valorisation à peine plus élevée en bio qu'en conventionnel

	Vaches finies convert.	Vaches finies AB	Génisses finies convert.	Génisses finies AB
Nombre d'animaux abattus (kg)	56 800	615	26 071	290
Poids carc. moyen (kg)	428	393	397	364
Prix (€ / kg carc.)	3,57 €	4,23 €	3,96 €	4,52 €
Prix moyen carcasse (€)	1 529 €	1 664 €	1 574 €	1 643 €

Source : Inosys réseau d'élevage charolais, campagne 2017



Wikimedia

